L’État et la police s’acharnent contre la famille Traoré

Après les mensonges du procureur et des policiers, après la honteuse plainte de la maire de Beaumont sur Oise contre Assa Traoré, l'État et la police s'acharnent contre la famille d'Adama Traoré, mort cet été lors d'une interpellation. Baguy et Youssouf ses frères ont été mis en détention cette semaine suite à la plainte de six policiers pour outrage et rébellion à la suite du conseil municipal du 17 novembre auquel la famille souhaitait assister.

Ces mises en détention sont des manœuvres d'intimidation visant à faire taire la famille d'Adama Traoré.
Nous demandons la libération immédiate de Baguy et Youssouf Traoré et la justice pour Adama.

#véritéetjusticepourAdama

Communiqué de presse, Mercredi 23/11 Comparution immédiate pour Youssouf et Baguy Traoré à 15h

https://m.facebook.com/notes/la-vérité-pour-adama/communiqué-de-presse-mercredi-2311-comparution-immédiate-pour-youssouf-et-baguy-/212074319203074/

COMMUNIQUE DE PRESSE VERITE POUR ADAMA
Comparution immédiate de Youssouf et Baguy Traoré à 15h, au tribunal de Pontoise
Nous déplorions hier matin l'arrestation de notre frère Youssouf Traoré. Entre temps, nous avons été confrontés à l'arrestation de Baguy Traoré, frère de Youssouf et d'Adama Traoré. Nos frères, fils et amis ont été arrêtés suite aux événements de jeudi dernier. Youssouf est accusé d' « outrage » et Baguy doit répondre d' « outrage, rébellion et violences ». Ils ont tous les deux été envoyés à Pontoise. Nous nous interrogeons alors sur le fait que la gendarmerie ait attendu mardi 22 novembre pour les placer en garde à vue, au vu des faits survenus le jeudi 17 novembre. Ce ne sont là que les méthodes d'intimidations et de déstabilisations des forces de l'ordre auxquelles nous pouvions nous attendre. Nous faisons face à présent à une campagne de criminalisation destinée à obstruer notre combat.
Ils sont aujourd’hui déférés devant un juge en comparution immédiate à 15h aujourd’hui.
Hier, après avoir attendu la tenue du conseil municipal toute la journée du mardi 22

novembre, la mairie a finalement décidé de l'annuler, prétextant qu'elle n'aurait eu pas les capacités nécessaires pour maintenir l'ordre et le bon déroulé des débats. Nous avions quand même décidé de maintenir notre rassemblement, en organisant une conférence de presse, relatant d'une part notre lutte ainsi que les événements survenus entre jeudi et mardi. Nous avons aussi allumé des bougies, en hommage à notre frère Adama, ainsi qu'à toutes les victimes de violences sécuritaires. Cette conférence s'est très bien passée, nous n'avons rien à regretter de cette soirée. Cela montre bien que nos mobilisations illustrent systématiquement notre force.

Nous avons pu voir au fil des cinq derniers mois que la mobilisation locale, tant dans la ville de Beaumont que les communes avoisinantes, s'est révélée bien efficace pour contrer les mensonges de la gendarmerie et des institutions judiciaires. Nous savons que nous nous engageons dans une lutte ardue et que nous devrons faire face à de nouvelles pressions dans les prochains jours. Nous les abordons donc avec beaucoup d'incertitude certes, mais hier soir nous avons aussi gagné en courage.

Nous ne céderons pas sur nos revendications :

- la libération de nos frères Youssouf et Baguy Traoré
- la mise en examen des gendarmes responsables de la mort de notre frère Adama
- l'abandon par la mairie de la sollicitation du bien public pour soutenir ses frais de justice engagés contre Assa Traoré

Nous soutenons par ailleurs les initiatives qui appellent à la démission de la maire de Beaumont sur Oise, Nathalie Groux. Elle n'a pas cessé de nous mettre en difficulté, méprisant la peine de notre deuil. Les propos qu'elle a pu relayer sur les réseaux sociaux prouvent bien sa violence et nous ne pouvons pas concevoir que, au vu des dernières semaines, elle puisse rester en charge de la ville.

Nous vous tiendrons informés des suites concernant Youssouf et Baguy Traoré. Nous remercions encore toutes les présentes hier soir devant la mairie de Beaumont sur Oise.

Sans justice, vous n'aurez pas la paix

Ateris, le 24 novembre 2016